

La crise migratoire dans les Balkans

A l'heure où de plus en plus de pays européens érigent des barrières face à l'afflux des migrants sur le sol européen, le temps est venu d'analyser les ressorts et les conséquences de cette crise sans précédent. Cet afflux continu de migrants venus du Grand Moyen Orient est sans précédent par son ampleur, sa continuité et son caractère culturel. De notre côté, la situation économique et sociale, ainsi que le sentiment identitaire, ne peuvent être comparés, comme certains l'ont fait, à l'Espagne de Franco ou bien à la France des Trente Glorieuses happant plus de 100 000 boat people. Surtout, l'Occident paie les guerres inutiles (politiquement), inopérantes (militairement) et destructrices (socialement) menées en Afghanistan –depuis 1979- en Irak –depuis 2003_ ou encore en Lybie-depuis 2011-. A cause de ces conflits déflagrateurs qui ne risquent pas de s'arrêter de sitôt, nous ne sommes donc qu'au début d'une vague migratoire sans précédent. Or comme à l'accoutumée les Balkans ne sont que le premier rempart et un laboratoire de cette lente mais irrémédiable désagrégation de l'homogénéité européenne.

I- Murs et hot spots : la fin du rêve européen ?

Depuis le début de l'année 2015, une véritable déferlante migratoire s'abat sur l'Europe ; en ce moment même plus de 5000 migrants illégaux débarquent chaque jour en Grèceⁱ. Or c'est à ce moment que les migrants, voyant l'efficacité des contrôles de l'opération FRONTEX à la fois au détroit de Gibraltar (Ceuta et Melilla) et en Italie (Lampedusa), décident d'emprunter ce qu'on appelle maintenant la « Route des Balkans ». En effet, dès le mois de janvier 2015, l'UE enregistrait une hausse de 250 % d'entrées illégales sur les deux premiers mois (par rapport aux mêmes mois en 2014) ; Predrag Sarac, responsable de la sécurité des 174,6 km de la frontière serbo-hongroise, dénonce cet « afflux très important » en provenance des Balkans et l'explique par le fait que c'est « le chemin le plus court entre Salonique et l'Autriche. Ici les migrants arrivent en train, cachés depuis la Grèce dans des wagons de marchandises, par l'autoroute et aussi à pied ». Les trois quarts des personnes interceptées côté serbe ou hongrois sont en 2015 des Syriens, des Afghans et des Pakistanais.ⁱⁱ

Dès l'été 2015, des scènes vécues par l'auteur et dignes d'un autre âge se déroulent là au cœur de l'Europe. Des groupes de migrants, constitués de 10 à 15 personnes majoritairement des jeunes hommes, suivent en train pour les plus chanceux, en taxi pour les plus fortunés ou à pied pour tous les autres, le long

chemin qui les mène de Salonique, à la Hongrie en passant par Skopje et Belgrade. En plein nuit, des grappes humaines arrivent ainsi aux portes de l'Europe, sans affaires et risquant leur santé sur ce chemin long et périlleux. Mohamed, Syrien, évoque ainsi son périple : « On a voyagé vingt jours depuis la Turquie. On a pris le bus quand on pouvait, mais surtout on a subi les voies ferrées et suivi le GPS de nos téléphones ». Guidés par cet outil initialement destiné à l'armée américaine, les migrants suivent à travers champs le chemin le plus court, quitte à sortir de l'UE en pénétrant en Macédoine pour essayer par tous les moyens d'y rentrer à nouveau en Hongrie et en Croatie. En Serbie, la population accueille assez bien ces nouveau-venus considérés comme une attraction et leur livrent le couvert et parfois le gîte.

Mais à l'automne 2015, devant l'afflux de réfugiés provenant désormais non seulement des zones de guerre du Moyen Orient mais aussi d'Afrique du nord et même des Balkans (Kosovars, Roms, Bosniaques), les Etats de l'UE commencent à réagir individuellement. Viktor Orban, au nom de la défense des valeurs européennes, fait ériger un mur double de fils de fer barbelés, haut de 4 mètres et long de 174 km sur sa frontière méridionale. Un mur en Bulgarie bloque l'entrée de migrants en provenance de Turquie. L'Autriche fait de même en fin d'année. Les polices croate et macédonienne repoussent, parfois avec brutalité, l'afflux sans cesse renouvelé de migrants. Enfin, la Slovaquie décide de n'accepter que les migrants d'origine chrétienne.

L'Union européenne, complètement débordée, rejette sur ses marches extérieures le problème.

Des hotspots –centres d'accueil et d'enregistrement- sont créés en Serbie, pourtant non membre de l'UE, mais dont le gouvernement, soucieux de faire bonne figure à l'heure de pourparlers sur son intégration européenne, fait du zèle. A Prešev, dans le sud de la Serbie, les migrants sont soignés, logés et nourris dès les premières heures de leur arrivée sur le territoire, à Sid pas loin de la Hongrie ils bénéficient de cours d'anglais ou allemand.

Le résultat de cette politique couarde de l'UE est sans appel. Sur 856 000 migrants rentrés en Europe par la Grèce en 2015, 484 000 sont restés en Serbie, bloqués par la politique vexatoire de la Hongrie et de la Croatie. Les contingents les plus nombreux sont ensuite allés en Allemagne (370 000) en Hongrie (173 000) et en Suède (142 000).ⁱⁱⁱ

II- Echec de la politique d'intégration des migrants

La question lancinante depuis cet été est : Schengen est-il mort ? Notre propos n'est pas ici de discuter des bien –fondés généraux du dispositif Schengen mis en place au début des années 1990, mais bien de démontrer qu'en Europe du sud-est, le dispositif de protection des frontières extérieures contre une libre circulation intérieure à la zone Schengen n'est de facto plus opérationnel.

Donald Tusk, Président du Conseil de l'Europe, affirmait ainsi que « la vague est trop grosse pour qu'on ne l'arrête pas ». Ce technocrate polonais pourtant européiste propose donc de « reprendre le contrôle des frontières extérieures » afin d' « assurer le retour et la réadmission des migrants » vers leur pays d'origine ». Dans cette perspective, le 29 novembre 2015 est signé un accord entre l'UE et la Turquie. Afin de « fixer » sur le sol turc au moins temporairement 2,2 millions de réfugiés et d'autres candidats au départ vers l'Ouest, l'UE verse 3 milliards d'euros (aide aux camps de réfugiés), mais aussi place la Turquie dans l'antichambre de l'UE , avec la redynamisation du processus d'adhésion et la levée des visas pour les citoyens turcs. Le 3 décembre 2015, les 28 Ministres de l'intérieur de la zone Schengen se réunissent pour proposer à la Grèce, située directement sur le front des vagues migratoires, des brigades navales de l'UE dans la mer Egée et un dispositif Frontex renforcé. Le 15 décembre, la Commission européenne mobilise en urgence plus de 1500 soldats en mer Egée, arrachant à cette occasion encore un pan de la souveraineté militaire à la Grèce.

Malgré ces mesures annoncées de façon tonitruante dans tous les medias, le résultat de la politique migratoire de l'UE en ce début d'année 2016 est affligeant :

- Relocalisations : sur 160 000 demandes d'asile déposées en Italie et en Grèce, seules quelques centaines ont pu être honorées (331 en Serbie au 21 janvier 2016).
- Réinstallation : seuls 20 000 réfugiés (sur 856 000) provenant de Turquie ont pu être installés dans d'autres pays européens.
- Hots spots (camps pour étrangers en situation irrégulière) : sur les 3 en Italie, seuls 153 migrants ont été refoulés au 21 janvier 2016.

Cécile Ducourtrieux du « Monde » le dit clairement : « L'Union paraît incapable de gérer de manière coordonnée des projets qu'elle a elle même élaborés, comme la relocalisation de 160 000 réfugiés ».

Comme la Turquie, impliquée dans la guerre avec la Syrie, ne semble pas appliquer les accords du 28 novembre dernier (Erdogan a même déclaré le 21 janvier qu' « on ne peut pas créer une prison à ciel ouvert » sic), l'UE mise tout sur la Grèce. Cette dernière a accueilli en 2015 plus d'un million de migrants et déjà en un mois (janvier 2016) 43 900 illégaux. L'UE y a renforcé l'aide Frontex en logistique et en moyens humains, mais malgré cela les autorités grecques sont critiquées pour leurs « manquements graves dans l'exécution des frontières ». Le but de l'UE était encore mi-janvier, en Grèce, de fermer les frontières extérieures de l'UE pour « permettre une libre circulation dans l'UE ». Or fin janvier l'UE avait changé de braquet : si la Grèce faillit dans sa politique de rétention de migrants et de contrôle aux frontières, une Recommandation décidée par la Commission européenne propose l'introduction de rétablir le contrôle, pour deux ans au plus, à certaines frontières intérieures.^{iv}

Frans Timmermans, vice-président de la commission, indique clairement que, profitant de l'appel d'air provoqué par les faiblesses de la politique de l'UE, 60 % des migrants qui arrivent désormais en Europe sont des migrants économiques, fuyant la misère en Afrique ou en Asie ; on peut donc logiquement craindre une accélération en 2016 de ces vagues migratoires.

III- Filières islamistes et politique internationale

Comme l'accord avec la Turquie est caduc et que la Grèce ne parvient plus à endiguer le flot de migrants illégaux, la Commission européenne a trouvé la parade. Le 28 janvier, une recommandation permet à chaque Etat membre de maintenir, pour une période de deux ans (alors qu'en septembre 2015 ils ne devaient être que de huit mois), ses contrôles aux frontières nationales.^v

Or cette impuissance européenne a déjà des conséquences dans beaucoup de pays européens. Dans les grands pays de tradition d'accueil d'immigrants, le tissu social semble se fissurer. Ainsi en Allemagne, après l'accueil chaleureux montré par Angela Merkel aux migrants à l'été 2015, la population semble tout juste voir les conséquences de l'ouverture de frontières, avec le fâcheux épisode des violences sexuelles lors du Réveillon. En France, les autorités semblent prises au dépourvu face à un afflux pourtant plus faible mais mal géré. La relocalisation des illégaux de Calais dans tous les villages de France ne se passe pas toujours bien. En Lozère, une quinzaine de migrants syriens et irakiens logés dans un ancien centre de loisirs à l'entrée d'un village, disent être déçus ; ils réclament « on veut être en ville », dans une volonté de « vivre comme les Français ».

En outre, cette crise mal gérée amène souvent en contrepartie une réaction assez virulente des populations. Des mouvements populistes réclamant la fin de l'islamisation naissent un peu partout. En Allemagne le mouvement Pégida organise des manifestations de masse fréquentes ; en Finlande, pays qui ne connaissait pas auparavant l'immigration, on voit apparaître des milices de surveillance -« Les soldats d'Odin »- qui signalent aux autorités tout attroupement d'immigrant.

Les opinions européennes craignent en fait que sur le flot de dizaines de milliers de migrants, des terroristes en herbes se glissent dans la foule. Or les attentats du 13 novembre à Paris sont le bon exemple de ce lien possible entre crise migratoire et terrorisme islamiste. Vendredi 20 novembre 2015, le parquet de Paris annonçait que le troisième kamikaze du Stade de France identifié avait été contrôlé en Grèce le 3 octobre, à la même période que le premier kamikaze qui s'était mêlé aux migrants fuyant la guerre en Syrie. Ce second homme a aussi été enregistré sur l'île grecque de Leros, où il a également présenté un passeport syrien, au nom de Mohammad Al-Mahmod. Ce passeport, comme celui d'

Ahmad Al-Mohammad, pourrait s'avérer faux ; mais le passage de futurs terroristes à travers les mailles du filet sécuritaire de Schengen est bien avéré.

On peut également s'intéresser au parcours de Samy Amimour, 28 ans, l'un des kamikazes du Bataclan. Après être parti en Syrie, avoir séjourné à Alep dans les rangs de l'Etat islamique, il est revenu en Europe et notamment en Belgique. Lui aussi serait entré « *vraisemblablement par la Grèce* », selon une source proche de l'enquête ; et ce, alors même qu'il était sous mandat d'arrêt international. Son statut judiciaire laisse penser aux enquêteurs qu'il a également pu emprunter les routes migratoires.^{vi}

Les islamistes radicaux s'engouffrent donc dans ce maëlstroem. La conséquence directe et terrible de cet activisme salafiste très dynamique en Bosnie depuis plus de vingt ans est l'apparition d'affidés de l'islamisme radical moyen-oriental. Ainsi à Gornja Maoča, petite enclave salafiste au nord-est de la Bosnie-Herzégovine (partie musulmane), plusieurs habitants ont hissé le drapeau noir de l'État islamique en début d'année. On estime à plusieurs dizaines les combattants qui s'entraînent dans ce camp implanté par l'État islamique dans ces montagnes de Bosnie ; toutes les femmes y portent la burqa et les programmes scolaires suivent celui de la Jordanie. Entre 200 et 300 citoyens bosniens combattraient dans les rangs des djihadistes en Syrie, sous le commandement de Nusret Imamović, le chef de la communauté wahhabite de Gornja Maoča, qui figure depuis le 24 septembre 2014 sur la liste des dix terroristes islamistes les plus recherchés par le département d'État américain. La menace d'actions en Europe à partir de ce type de camps est très probable ; l'idéologie de l'État islamique se propage sur le sol européen et a un ancrage territorial dans les Balkans.

Fin avril 2015, dans la ville de Zvornik, un jeune djihadiste a attaqué violemment un poste de police, faisant un mort et deux blessés parmi les policiers serbes. Il n'est pas anodin de voir que Zvornik, située en Republika Srpska mais en face de la fédération croato-musulmane, se trouve dans la même région que

Gornja Maoča, à la confluence de la Bosnie, de la Serbie et de la Croatie. Le but de l'État islamique en Bosnie nord-orientale n'est pas seulement de réactiver les anciens réseaux djihadistes d'Al-Qaïda jamais définitivement éteints ici depuis les guerres de 1992-1995. Il s'agit aussi d'envoyer des soldats aguerris sur le terrain syrien et d'enraciner durablement en Europe un foyer islamiste dur, formé de combattants qui ont parfois plus de vingt ans d'habitudes djihadistes derrière eux. L'attaque a eu lieu dans un contexte de radicalisation — attaques terroristes sur la gendarmerie de Novi Grad en Republika Srpska^{vii}, drapeaux de l'Arabie saoudite accrochés de façon ostentatoire sur les feux de croisement à Gradiška... La question sous-jacente est de savoir comment ces agissements peuvent se multiplier malgré la présence de plus de mille soldats de la mission EUFOR-Althéa ?

CONCLUSION

Le 19 février 2016, le parquet de Budapest décidait de poursuivre pour terrorisme plusieurs migrants illégaux syriens qui avaient en septembre 2015 découpé les fils de fer barbelés. Le 25 février, le gouvernement serbe pourtant jusque là très compréhensif à l'égard des réfugiés accueillis en grand nombre sur son territoire, décide de remplacer la police par l'armée, réputée plus efficace pour faire barrage, à l'instar de ce que font déjà depuis des mois ses principaux voisins. Cette crise migratoire dans les Balkans, est donc, aussi bien sur le plan humanitaire que politique, une bombe à explosion qui peut à courte échéance signer la fin de la zone Schengen.

ⁱ Jesus Mota, « De mal en pis », El Pais (Madrid), 28 février 2016, p 14.

ⁱⁱ Amandine Réaux, « Difficile entrée dans Schengen », Le Monde, 21 mars 2015.

ⁱⁱⁱ Benoît Bréville, « Haro sur Schengen », Le Monde Diplomatique n°742, janvier 2016, pp 14-15.

^{iv} Cécile Ducourtieux, « Migrants : l'UE maintient la pression sur Athènes », Le Monde , 25 janvier 2016.

^v Jean Pierre Stroobants « L'Europe veut protéger Schengen de la Grèce », Le Monde, 29 janvier 2016, p 4.

^{vi} Jacqueline Baumard, « Crainte d'une infiltration des routes migratoires par les djihadistes », Le Monde, 19 novembre 2015.

^{vii} Novi Grad est devenu le point névralgique du conflit d'intérêts entre Occident et Islam en Bosnie-Herzégovine. En effet, l'année 2014 a vu plusieurs attaques de la part de djihadistes, dont celle de la gendarmerie de cette bourgade au nord de la Bosnie. Mais le 10 décembre 2015, c'est un autre type de conflit que devait régler la Republika Srpska : des policiers de la SIPA (Agence pour les poursuites et la protection de la Bosnie-Herzégovine) intervenaient dans plusieurs bâtiments publics comme le commissariat de la ville, afin d'arrêter cinq suspects serbes de crime contre les musulmans, durant la guerre de 1992-1995.